

Depuis plusieurs années, la République centrafricaine (RCA) est affectée par des crises politiques, sécuritaires et humanitaires liées aux violences armées, aux tensions intercommunautaires et à des désastres tels que les inondations et les incendies. La situation sécuritaire est restée volatile tout au long de l'année 2023 marquée par des affrontements militaires sporadiques entre les Forces Armées Centrafricaines (FACA) (appuyées par leurs alliés) et les groupes armés non-étatiques luttant pour le contrôle des territoires surtout au niveau des axes. De plus, l'apparition de nouveaux groupes armés dans la partie Sud-Est du pays, la dégradation de la situation sécuritaire au niveau de la zone frontalière entre la RCA et le Tchad dans le Nord-Ouest et la crise civilo-militaire soudanaise ont impacté la RCA confrontée à de nouveaux vagues de déplacements et au retour spontané de centrafricains fuyant les violences dans les pays frontaliers.

En réponse aux crises complexes en RCA, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) déploie, depuis décembre 2013, la Matrice de suivi des déplacements, (*Displacement Tracking Matrix en anglais, DTM*), un outil qui collecte des données sur les tendances de déplacements et les besoins humanitaires multisectoriels des populations affectées par les crises. A travers sa composante du suivi des déplacements, la DTM met à jour les tendances de déplacements en collectant des informations auprès d'informateurs clés (autorités locales, représentants de déplacés) au sein des localités et sites d'accueil des déplacés internes et retournés. Ces informations sont partagées avec la communauté humanitaire afin d'informer les programmes de réponse stratégiques et opérationnels.

Ce tableau de bord présente les dynamiques de déplacements à l'échelle nationale. L'évaluation a été réalisée dans 4 224 localités de présence des PDI et / ou retournés et 79 sites de déplacement. La collecte de données s'est tenue entre le 01^{er} août et le 08 septembre 2023 dans les 16 préfectures du pays en plus de la capitale Bangui.

Nombre de localités évaluées **4 224¹**

Nombre de sites ayant un gestionnaire évalués **60**

Nombre de lieux de regroupement (autogérés) évalués² **19**

Individus déplacés internes (PDI)



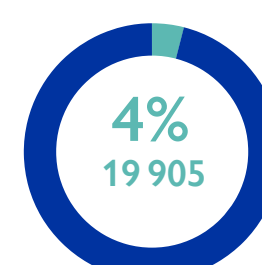
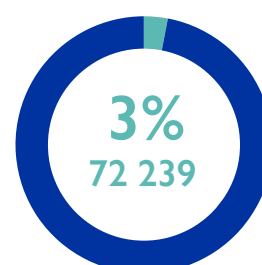
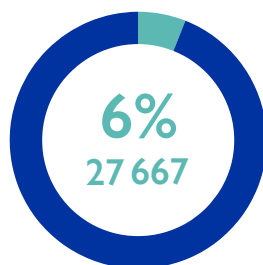
Individus retournés internes



Individus retournés de l'étranger



Pourcentage et nombre de PDI et retournés répertoriés au dernier trimestre (entre juin et août 2023) :



Causes de déplacement des PDI et de retour de la majorité des retournés :

Motifs de déplacement des PDI	% de PDI
Affrontements entre éléments armés	56%
Crise politique (d'avant 2014)	15%
Conflits communautaires	10%
Inondations	7%
Crise liée aux élections de 2020	6%
Conflits liés à la transhumance	4%
Incendies, sécheresse	1%
Présence d'engins explosifs	1%

Motifs de retour de la majorité des retournés internes	% de localités
Amélioration sécuritaire en zone d'origine	79%
Faibles conditions de vie en zone d'accueil	15%
Regroupement familial	3%
Détérioration sécuritaire en zone d'accueil	1%
Accès aux services de base (eau, santé etc.)	1%
Recherche d'opportunités économiques	1%

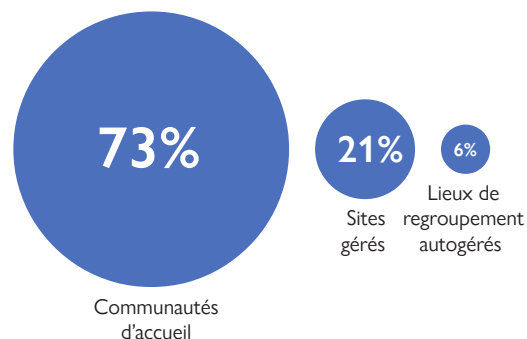
Motifs de retour de la majorité des retournés de l'étranger	% de localités
Amélioration sécuritaire en zone d'origine	52%
Faibles conditions de vie en zone d'accueil	28%
Recherche d'opportunités économiques	8%
Discrimination en zone d'accueil	6%
Détérioration sécuritaire en zone d'accueil	3%
Regroupement familial	2%
Autres (accès aux services de base, accès à l'assistance humanitaire au retour)	1%

¹ La collecte de données a couvert 4 224 localités de présence de déplacés internes ou de retournés. Au total, 225 localités n'ont pas été évaluées car inaccessibles pour des raisons sécuritaires au moment de la collecte de données. Néanmoins, à des fins d'analyse, les effectifs de déplacement et de retour répertoriés dans ces localités lors du round 18 de la DTM ont été pris en compte dans l'estimation totale de la population déplacée interne et retournée.

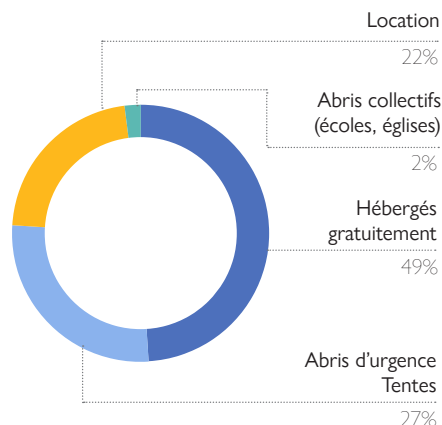
² Les sites gérés désignent les sites de déplacement ayant un gestionnaire fixe ou mobile dans le cadre de la gestion et coordination des sites, en anglais «Camp Coordination and Camp Management (CCCM)». Les lieux de regroupement autogérés désignent des lieux (écoles, églises) occupés par la population déplacée à la suite d'un choc soudain sans la présence d'un gestionnaire CCCM.

APERÇU DES DEPLACEMENTS

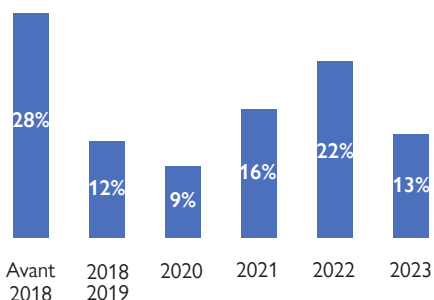
Répartition des ménages PDI par milieu de déplacement (communauté d'accueil/sites)³ :



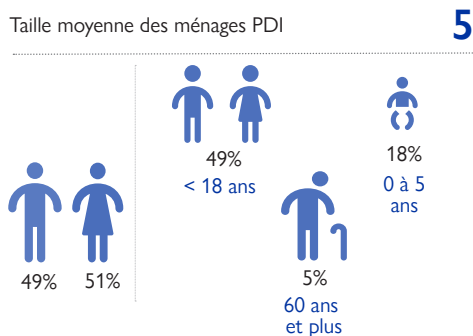
Répartition de ménages PDI, par type d'hébergement :



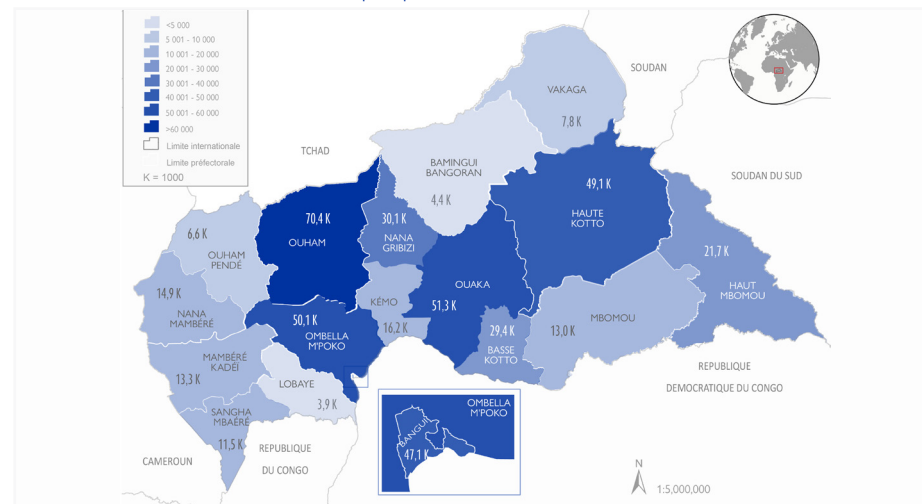
Répartition des individus PDI, par année de déplacement :



Composition démographique des PDI⁴ :



Nombre / concentration des PDI par préfecture⁵



La DTM a répertorié 440 840 PDI à l'échelle nationale au 31 août 2023. Les nouveaux déplacés depuis le round DTM précédent (mai 2023) sont estimés à 27 667 personnes ayant effectué le déplacement au cours du dernier trimestre (entre juin et août 2023). Les nouveaux déplacements ont été prépondérants dans l'Ouham (11 245), le Haut-Mbomou (3 367) la Vakaga (3 242) et la Haute-Kotto (2 155). Cette nouvelle vague de déplacements a été engendrée par l'activisme des groupes armés dans la partie Sud-Est (Haut-Mbomou), les affrontements continus entre groupes armés non-étatiques rivaux et contre les Forces Armées Centrafricaines (FACA), les conflits liés à la transhumance et les inondations. Pour autant, le nombre total de PDI a globalement baissé de -2% (9 497 en moins) par rapport au round DTM précédent (mai 2023). La baisse a été plus importante dans les préfectures d'Ouham-Pendé (-23%), Bamingui-Bangoran (-11%) et Ombella-Mpoko (-11%) au profit des retours. Malgré cette légère tendance à la baisse au niveau global, certaines préfectures ont au contraire connu une hausse du nombre de PDI. L'augmentation a été plus importante dans les préfectures de Mbomou (+33%), Haut-Mbomou (+13%), Ouham (+10%) et Sangha-Mbaere (+10%). Dans le Mbomou, la hausse est liée à l'arrivée de nouveaux PDI à Bangassou en provenance de Mboki et Zemio et par des affrontements armés dans la ville de Nzako. Parallèlement, la hausse a été significative dans le Haut-Mbomou où les affrontements entre groupes armés continuent à entraîner la fuite des populations de Mboki vers Zemio. De même, la dégradation de la situation sécuritaire reste continue sur les axes dans l'Ouham qui a connu une hausse des déplacements dans les sous-préfectures de Nana-Bakassa et Markounda tandis que les inondations ont aussi engendré des déplacements à Nangha-Boguila. Concernant le milieu de déplacement, 73 pour cent des PDI sont dans les communautés d'accueil contre 27 pour cent dans les sites de déplacement. Il est également important de souligner que 76 pour cent des déplacements de PDI ont eu lieu au sein de la même préfecture dont 56 pour cent dans la même sous-préfecture.

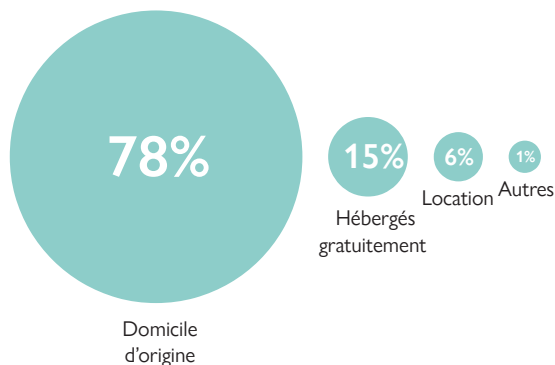
³ Les sites gérés désignent les sites de déplacement ayant un gestionnaire fixe ou mobile dans le cadre de la gestion et coordination des sites, en anglais «Camp Coordination and Camp Management (CCCM)». Les lieux de regroupement autogérés désignent des lieux (écoles, églises) occupés par la population déplacée à la suite d'un choc soudain sans la présence d'un gestionnaire CCCM.

⁴ Les informations démographiques ont été estimées sur la base d'un échantillon aléatoire constitué de 10 308 ménages PDI dans les localités d'accueil des PDI. Les données démographiques ont permis de répertorier le nombre d'individus (hommes / femmes) par tranche d'âge : 0 à 5 ans, 6 à 11 ans, 12 à 17 ans, 18 à 59 ans et 60 ans et plus.

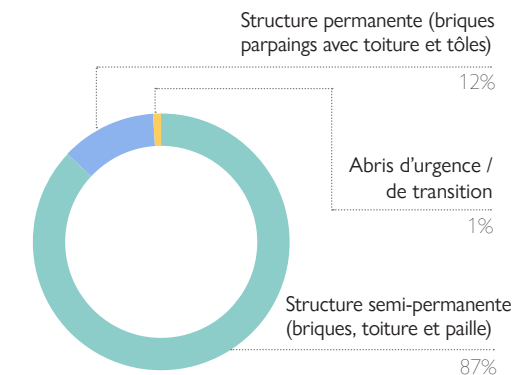
⁵ Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

Q APERÇU DES RETOURS

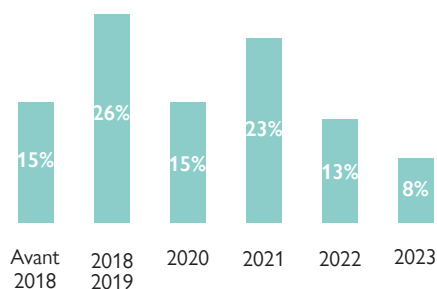
Répartition des ménages retournés (internes et de l'étranger), par type d'hébergement :



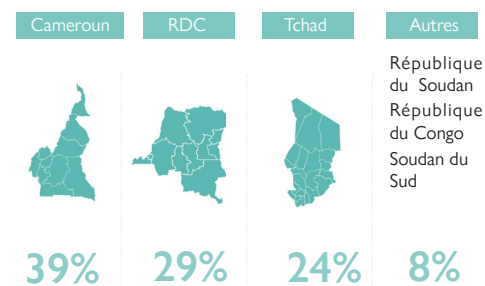
Constitution des abris de la majorité des retournés, par proportion de localités :



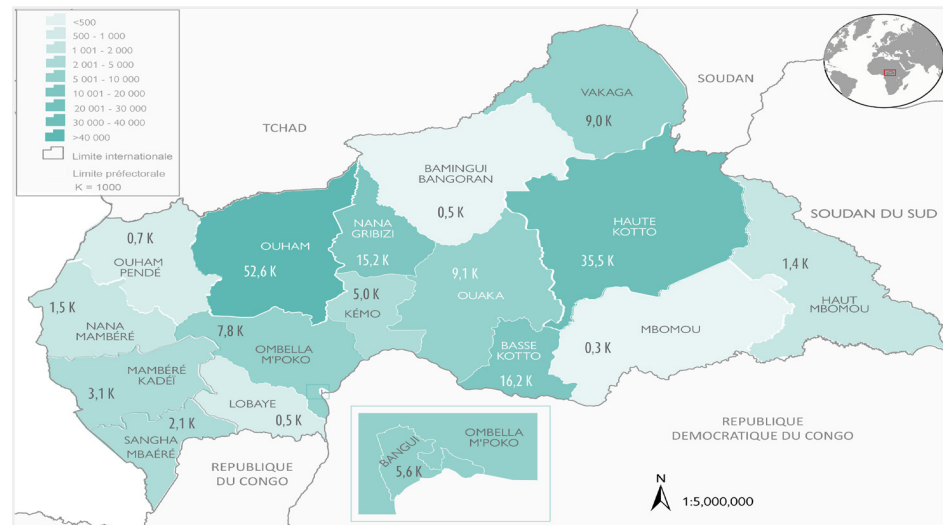
Répartition des individus retournés internes par période de retour :



Répartition de la majorité des retournés de l'étranger selon le pays de provenance, par proportion de localités :



Nombre de retournés internes ayant effectué le retour en 2023 (entre janvier et août) :⁶



La DTM a répertorié au niveau national **2 125 798 retournés internes** dont **166 075** ayant effectué le retour en 2023. En outre, **513 037 personnes** sont retournées de l'étranger dont **39 665** en 2023 (entre les mois de janvier et août 2023). Les nouveaux retours depuis le round DTM précédent (round 18, mai 2023) sont estimés à **72 239 retours internes** et **19 905 retours de l'étranger** effectués au cours du dernier trimestre (entre juin et août 2023). Les nouveaux retours internes ont été plus importants dans les préfectures d'Ouham (**32 587**), Haute-Kotto (**7 785**) et Nana-Gribizi (**7 602**). Les nouveaux retours de l'étranger depuis le round DTM précédent ont aussi été prépondérants dans l'Ouham (**7 137**) puis dans la préfecture d'Ouham-Pende (**2 478**). Les retours internes ont globalement augmenté de **4 pour cent** par rapport au round DTM précédent (mai 2023). Cette hausse est liée à l'occurrence des mouvements pendulaires de courte durée corrélée à la relative amélioration de la situation sécuritaire après le retrait des éléments armés. En outre, les retours de l'étranger ont augmenté de **5 pour cent** par rapport au round DTM précédent et ce pourcentage atteint **42 pour cent** dans l'Ouham et **26 pour cent** dans la Vakaga. La hausse des retours de l'étranger dans les préfectures d'Ouham et d'Ouham-Pende s'explique par la dégradation de la situation sécuritaire à la frontière entre la RCA et le Tchad dans les communes de Mia-Pendé, Bah-Bessar et Markounda. D'après le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), au moins **6 000 centrafricains** qui vivaient au Tchad ont été forcés de retourner en RCA après les conflits communautaires ayant éclaté dans des villages frontaliers tchadiens. De même, la hausse des retours de l'étranger dans la Vakaga est fortement corrélée à la crise civilo-militaire soudanaise qui a entraîné le retour forcé d'au moins **4 700 centrafricains** selon le HCR. A l'échelle nationale, les retours de l'étranger proviennent majoritairement du Cameroun (**39%**), de la République Démocratique du Congo (RDC) (**29%**), du Tchad (**24%**), du Soudan (**4%**), de la République du Congo (**3%**) et du Soudan du Sud (**1%**).

⁶ Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

⁷ UNHCR. *Sudan Situation - UNHCR External update 26. 11 September 2023.*